

## La construction sociale de la recherche transnationale sur l'insertion sociale et professionnelle : le Réseau européen de recherche sur l'insertion professionnelle des jeunes

---

DAVID RAFFE  
Center for Educational Sociology  
University of Edimbourg  
St John's Land  
Holyrood Road  
Edinburgh EH8 8AQ  
Scotland  
d.raffe@ed.ac.uk

Les réseaux jouent un rôle important dans le développement des recherches à l'échelle transnationale <sup>1</sup>. Ils représentent un forum où débattre des progrès de la recherche sur le plan théorique et méthodologique, diffuser des résultats de recherches et planifier des recherches complémentaires. Beaucoup de recherches transnationales, en particulier celles qui bénéficient de l'appui des programmes de la Commission Européenne, sont conduites par des équipes de chercheurs issus de plusieurs pays. Les réseaux constituent une pépinière où de telles équipes peuvent se rencontrer, acquérir un savoir commun nécessaire à une collaboration efficace, mettre au point des projets de recherche et rechercher des financements. Par-dessus tout, les réseaux constituent un lieu de rencontre de méthodologies différentes, de dis-

---

1. Cet article est un des fruits du projet CATEWE, coordonné par l'Institut de recherches économiques et sociales, Dublin, et financé par la Commission européenne par le biais du Programme de recherche socioéconomique ciblé. Jannes Hartkamp, Cristina Iannelli, Hans Rutjes et Claude Trotter ont collaboré précieusement à cet article par leurs commentaires. Cependant l'auteur se porte seul responsable des avis qui y sont exprimés.

ciplines différentes, de traditions de recherche d'origines et de langues différentes. Dans cet article, je m'attacherai à débattre des problèmes qui se sont posés jusqu'à présent au sein du Réseau Européen de Recherche sur l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes (The European Research Network on Transitions in youth, TIY).

## Les origines et la mise en place du Réseau

Depuis les années 1970, plusieurs pays européens ont mis en place des enquêtes sur les parcours éducatifs puis l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (Pottier 1993, Mainguet 1999). L'enquête écossaise sur les jeunes ayant quitté l'école (The Scottish School Leavers Survey) consistait à l'origine en une enquête sur les jeunes diplômés quittant l'école secondaire en 1970 et, à partir de 1976, elle a évolué pour devenir une enquête biennale sur tous les jeunes ayant quitté l'école. La première enquête statistique longitudinale suédoise a suivi les jeunes qui ont quitté l'école secondaire obligatoire en 1971. L'Observatoire national français des entrées dans la vie active (ONEVA) a été créé en 1976. Dans les années 1980, des enquêtes ont été lancées en Irlande (1980), en Angleterre et au Pays de Galles (1985), ainsi qu'aux Pays-Bas (1988). D'autres enquêtes sur l'insertion, y compris des études de cas et des enquêtes sur des groupes spécifiques, ont été réalisées en Belgique, en Catalogne, en Grèce, en Italie, en Norvège et au Portugal. Plusieurs pays ont entrepris des enquêtes sur les parcours des jeunes ayant fini leurs études supérieures et les pays scandinaves se sont servi des registres officiels pour se constituer des banques de données longitudinales sur l'insertion.

Pendant de longues années, peu de liens formels ou réguliers ont été établis entre ces enquêtes, mais au début des années 1990 un intérêt croissant s'est développé en vue de créer des liens plus forts. Une conférence à Nancy, en 1991, a établi la nécessité d'obtenir des données longitudinales afin d'analyser l'insertion (Rose 1994). Les enquêtes nationales sur l'insertion des jeunes ont semblé répondre à ce besoin et apporter un complément aux enquêtes sur le marché de l'emploi, aux études sur la mobilité sociale, à d'autres ensembles de données croisées portant sur des échantillons de tous âges, qui représentaient la source principale de données pour des études comparatives sur l'insertion dans plusieurs pays. Entre 1990 et 1992, des chercheurs travaillant sur l'insertion, tout particulièrement ceux qui menaient ou analysaient des enquêtes nationales sur l'insertion des jeunes, se sont rencontrés de façon informelle afin d'élaborer un projet de recherche en réseau dont l'objectif global était de promouvoir la recherche comparative sur l'insertion des jeunes et l'objectif plus spécifique de recourir aux enquêtes nationales sur l'insertion pour atteindre ce but.

Le Réseau a été officiellement créé lors d'une rencontre à Paris en avril 1992. En anglais il avait pour intitulé "Transitions in Youth", mettant explicitement l'accent sur l'insertion depuis le système scolaire jusqu'au marché du travail. En français il s'appelait "Insertion sociale et professionnelle des jeunes". Soutenue par le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP), sa première rencontre de travail s'est tenue en septembre 1993 et il a reçu pendant les trois années qui ont suivi des financements en provenance de la Fondation Européenne des Sciences (FES, en anglais European Science Foundation ESF). Cette première subvention de recherche a permis d'organiser des ateliers de recherche annuels en 1994, 1995 et 1996, de publier un Bulletin d'information et de contribuer à différentes activités. L'adhésion au Réseau était gratuite et ouverte à toute personne intéressée. À l'expiration du financement par la FES, les membres se sont mis d'accord pour continuer son activité sur un financement autonome et organiser des ateliers annuels. À présent, plus de cent personnes se trouvent sur le fichier d'adresses et le registre électronique du Réseau.

À la fin de l'an 2000, huit rencontres de travail, chacune composée de quarante à cinquante participants, s'étaient tenues et avaient permis de discuter de vingt à vingt-cinq documents de travail à la suite d'un appel à études (*The Determinants of Transitions in Youth* CEDEFOP 1994, *Working Papers*, EFS, 1994, 1995, Werquin *et al.* 1997, ESRI/CPA 1998, Raffe *et al.* 1999, Hammer 2000b). Elles ont alors attiré des sociologues, des économistes, des statisticiens et des politologues. Le Réseau est devenu un forum de diffusion de recherches et de discussion de problèmes méthodologiques et théoriques. Il a fortement encouragé plusieurs études comparatives à petite échelle et un bon nombre de projets plus vastes financés par la Communauté Européenne, y compris le projet CATEWE dont il est question ci-après.

Dans le cadre du Réseau, les recherches ont approfondi une série de thèmes y compris le caractère changeant des processus d'insertion, les facteurs déterminants de la scolarisation des individus et de leur insertion sur le marché du travail, les impacts des programmes pour la jeunesse et des politiques d'intervention et les conséquences des tendances du marché du travail et de l'expansion de la scolarisation. La question sous-jacente à plusieurs recherches comparatives du réseau est la suivante: de quelles façons les systèmes nationaux d'insertion modèlent-ils les processus d'insertion et leurs résultats? En d'autres termes, comment les caractéristiques des systèmes scolaires et des systèmes de formation nationaux, les structures du marché du travail, les institutions soutenant l'insertion et leurs contextes socioéconomiques —en bref "les systèmes d'insertion"— déterminent-ils les processus et les résultats de l'insertion, par exemple l'enchaînement et le mode de passage entre les statuts du système éducatif et ceux du marché du travail, les "débou-

chés” des jeunes sur le marché du travail, les modes de différenciation et d'inégalité, et les liens entre l'origine scolaire et les “débouchés” sur le marché du travail ?

Il existe plusieurs façons d'étudier ce problème. Dans une approche à grande échelle (*extensive approach*), on compare un nombre élevé de pays afin de dégager les caractéristiques des systèmes d'insertion nationaux qui expliquent la variation des processus et des résultats de l'insertion selon les pays. Cependant, si le nombre de pays est peu élevé par rapport au nombre de variables explicatives (c'est-à-dire par rapport aux caractéristiques des systèmes d'insertion qui peuvent expliquer cette variation), cette approche ne permet pas de faire un choix entre les diverses variables explicatives sur une base empirique. On doit alors recourir à un nombre très élevé de pays et/ou restreindre le nombre de variables explicatives. Une approche en profondeur (*intensive approach*) se concentre sur un nombre plus réduit de pays —peut-être deux ou trois— mais vise une comparaison plus détaillée. On s'efforce, dans cette approche, de faire un choix entre les diverses variables explicatives en procédant à des comparaisons d'un nombre élevé de processus et de résultats d'insertion, sur la base d'assomptions théoriques portant sur la façon dont ces derniers seraient influencés par d'autres variables explicatives.

Ces trois approches demandent une sélection de pays représentative de l'éventail des systèmes d'insertion ayant un intérêt sur le plan théorique. L'approche à grande échelle nécessite un large éventail de pays tandis que l'approche en profondeur exige des données suffisamment détaillées et comparables pour permettre des comparaisons entre une série de processus d'insertion et de résultats. Dans la partie suivante, je chercherai à voir si ces exigences scientifiques ont été remplies par l'organisation sociale de recherches portant sur plusieurs pays et par les ensembles de données nationales déjà existantes.

## La construction sociale de recherches transnationales sur plusieurs pays

Les tableaux 1 et 2 analysent les rapports présentés lors des huit premiers Ateliers du Réseau et réalisés à partir de données d'enquêtes. Ils ne prennent pas en compte les études qualitatives, les notes de synthèse et les articles théoriques et méthodologiques qui ne se fondent pas directement sur l'analyse d'enquêtes. Le tableau 1 se concentre sur les rapports qui comparent deux pays ou plus. Plus de la moitié d'entre eux a eu recours à des enquêtes nationales sur l'insertion des jeunes ; d'autres ont rendu compte d'enquêtes locales ou régionales ou provenant d'autres sources, telles que l'Enquête Eurostat sur

TABLEAU I  
 RAPPORTS COMPARATIFS FONDÉS SUR DES ANALYSES D'ENQUÊTES  
 PRÉSENTÉS AUX ATELIERS DU TIY, 1993-2000

Atelier		Nombre de rapports comparatifs tirés d'enquêtes	Nombre de pays comparés				Rapports fondés sur une recherche en collaboration	Rapports basés sur des recherches financées par un programme de la C.E.
			2-3	4-9	10+	Moyenne		
1993	Barcelone	1	1	0	0	2,0	1	0
1994	Seelisberg, Suisse	4	4	0	0	2,5	4	0
1995	Oostvorne, Pays-Bas	10	8	1	1	3,5	5	1
1996	La Ciotat, France	6	3	1	2	6,7	5	1
1997	Dublin	4	0	2	2	8,8	2	1
1998	Édimbourg	11	6	3	2	5,1	6	6
1999	Oslo	14	4	7	3	6,5	7	8
2000	Anvers	8	4	3	1	4,0	8	8
Tous ateliers confondus 1993-2000		58	30	17	11	5,2	38	25

le Marché du Travail (Eurostat Labour Force Survey, ELFS). Depuis le premier atelier, qui a été l'occasion de n'entendre qu'un seul rapport se référant à une enquête comparative, le nombre des rapports de ce type a eu tendance à s'accroître, témoignant en partie de l'influence du réseau qui encourage la recherche comparative. Le nombre moyen de pays qui ont fait l'objet de rapports comparatifs dans le cadre du Réseau a augmenté, même si beaucoup ne se sont concentrés que sur deux ou trois pays, ce qui tend à montrer qu'on a davantage recours à l'approche en profondeur qu'à l'approche à grande échelle.

Le tableau 2 compare les rapports relatifs à des enquêtes portant sur plusieurs pays avec ceux qui n'ont trait qu'à un seul pays. Les rapports du Réseau se sont principalement attachés à comparer des pays européens; peu y ont inclus les différents systèmes d'insertion de l'Asie, du Pacifique, de l'Amérique du Nord ou des pays en voie de développement. Même à l'intérieur de l'Europe, ils se sont concentrés sur un éventail réduit de pays. Les pays qui font le plus fréquemment l'objet d'analyses comparatives sont la France, l'Allemagne (de l'Ouest), le Royaume-Uni, l'Écosse (étudiée comme un pays à part entière), l'Irlande et les Pays-Bas. Les pays du Sud et de l'Est de l'Europe sont moins bien représentés. L'Allemagne est bien représentée: elle

TABLEAU 2  
NOMBRE DE RAPPORTS SELON LES PAYS AYANT ÉTÉ L'OBJET D'ENQUÊTES

Pays	Nombre de rapports comparatifs	Nombre de rapports portant sur un seul pays
France*	21	19
Allemagne*, Allemagne de l'Ouest	15	6
Allemagne de l'Est	3	1
Royaume-Uni*, Grande-Bretagne	14	3
Angleterre, Pays de Galles	5	2
Écosse	16	3
Pays de Galles	1	0
Irlande du Nord	2	1
Irlande*	14	4
Pays-Bas*	14	10
Finlande*	7	1
Norvège	7	6
Italie*	6	2
Suède*	6	1
Danemark*	5	1
Islande	5	0
Espagne*	5	1
Catalogne	0	3
Autres régions	0	2
États-Unis	4	0
Autriche*	2	0
Hongrie	2	0
Israël	2	1
Japon	2	0
Belgique*	1	0
Wallonie (ou partie)	0	6
Flandres (ou partie)	0	5
Australie	1	2
Pologne	1	1
Arménie, Bulgarie, République Tchèque, Estonie, Géorgie, Grèce*, Portugal*, Russie, Slovaquie, Suisse, Taiwan, Ukraine	1 (chacun)	0
Azerbaïdjan	0	2
Canada	0	2
Afrique du Sud	0	1

\* Ces totaux ne comprennent pas sept rapports qui couvriraient entièrement (ou presque) les 15 pays de la Communauté Européenne ni deux rapports qui couvriraient entièrement (ou presque) les 12 pays de l'ancienne Communauté Européenne.

sert ordinairement de référence pour illustrer un type de système d'insertion, caractérisé par un système dual où existent de forts marchés du travail externes et par un mode d'insertion régulée alors que d'autres pays tels que la Suisse, l'Autriche et le Danemark sont souvent laissés pour compte.

Ces biais sont typiques des recherches portant sur plusieurs pays, et ce pour des raisons évidentes : beaucoup de membres du Réseau résident dans l'Europe du Nord-Ouest et préfèrent étudier leur propre pays, ce qui facilite leur tâche. Cependant les recherches entreprises antérieurement par le Réseau montrent que des facteurs plus généraux modèlent le champ de recherche.

Le premier facteur tient à l'organisation de la recherche. Le grand nombre de rapports portant sur la France renvoie directement à l'initiative du Centre d'études et de recherche et les qualifications (CÉREQ) visant à établir un lien entre l'Observatoire des entrées dans la vie active (ONEVA) et les chercheurs universitaires dans ses centres associés. Deux rapports comparatifs sur trois se fondent sur un modèle de recherche "en collaboration" où chaque équipe fournit ses données, les informations sur le contexte et les interprétations sur son propre pays (tableau 1). Ce modèle de recherche convie les études comparatives à couvrir des échantillons réduits de pays (étant donné que les grands partenariats internationaux sont difficiles à gérer), à se concentrer sur les pays les plus grands (qui disposent de plus d'équipes de recherche pour les représenter) et à comparer des pays proches d'un point de vue géographique et culturel (entre lesquels la collaboration est plus facile et moins coûteuse).

La recherche de fonds constitue le second facteur. De plus en plus d'articles reposant sur des enquêtes comparatives ont pour origine des recherches financées par la Communauté européenne (CE). La plus grande partie de son financement se limite à des coopérations entre pays et par là même renforce la collaboration comme modèle de recherche. Elle a contribué fortement à accroître le nombre et la diversité des pays afin d'en inclure de plus petits ainsi que ceux du Sud et de l'Est de l'Europe, mais elle a aussi contribué à mettre l'accent sur les comparaisons au sein même de l'Europe.

La langue représente le troisième facteur. Le Réseau a pour langues de travail l'anglais et le français, mais (à l'exception du premier atelier) aucune traduction n'est fournie. Les deux langues ont été considérablement utilisées, quoique de manière inégale, lors des quatre premiers ateliers, mais depuis 1997 la plupart des rapports a été rédigée en Anglais, peut-être en raison du lieu des ateliers : Dublin, Édimbourg, Oslo et Anvers. La plus grande facilité de compréhension de l'anglais a pu favoriser une plus forte participation des pays scandinaves au détriment des pays du sud de l'Europe, particulièrement dans les études comparatives. La langue a pu aussi être un facteur contribuant à la forte représentation de l'Irlande et de l'Écosse dans les rapports compara-

tifs. Il faut reconnaître cependant que ces pays disposent de deux des plus longues enquêtes sur les jeunes ayant quitté l'école.

Le dernier facteur a trait à la disponibilité des données et à la possibilité de les comparer. La plupart des comparaisons à partir de sources de données nationales portent sur des échantillons réduits de pays : plus le nombre de pays est important, plus il est difficile d'obtenir précisément des analyses où des données comparables sont disponibles. La plupart des rapports du Réseau qui couvrent plus de cinq ou six pays ont recours au ELFS ou à d'autres enquêtes harmonisées au niveau européen. Les sources de données limitent aussi les sujets d'analyse comparative. Ni le ELFS, ni les enquêtes nationales sur l'insertion ne recueillent de bonnes données comparatives sur les mesures pour combattre le chômage et l'exclusion des jeunes, d'où le faible nombre de rapports comparatifs lors de l'atelier de 1997 dont le thème était "La lutte contre l'exclusion".

Le projet CATEWE (Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe) a construit des ensembles de données intégrées à partir d'enquêtes sur l'insertion des jeunes de cinq pays afin de pouvoir mener des comparaisons relativement détaillées. Comme il a déjà été indiqué, de telles comparaisons nécessitent des données tirées d'un échantillon de pays représentatif des différences théoriques importantes entre les systèmes d'insertion et elles exigent des données détaillées qui puissent être comparées pour étayer des comparaisons multiples. Aucune de ces exigences n'est entièrement remplie de façon satisfaisante par les enquêtes sur l'insertion des jeunes. Seuls certains types de pays qui possèdent les structures institutionnelles et s'intéressent à ces politiques ont été conduits à adopter ce type d'enquête. Les cinq pays —la France, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Écosse et la Suède— représentent un éventail restreint des systèmes d'insertion, à tout le moins du point de vue du cadre théorique énoncé plus loin. Cependant ils sont suffisamment différents pour que leurs enquêtes varient quant aux populations échantillonnées, aux dates de recueil de données, aux variables et classifications et à la définition de l'insertion qui sert de cadre à l'enquête. Chaque enquête porte sur l'intégration à partir de l'école secondaire, mais la définition opératoire de l'école secondaire varie selon les pays. Par exemple, en France le système d'apprentissage fait partie de l'enseignement secondaire alors qu'ailleurs il est considéré comme post-scolaire. Une enquête sur l'insertion porte sur une cohorte à partir d'un moment donné, relatif à un événement (comme le fait de quitter l'école) qui est socialement construit et varie d'un pays à l'autre. Comme l'insertion des jeunes depuis l'école jusqu'au monde du travail prend de plus en plus de temps, qu'elle s'effectue en plusieurs étapes et qu'elle est complexe, il devient difficile d'isoler un moment unique d'intégration qui ait la même signification dans tous les pays et qui puisse être utilisé comme base à des données comparatives (Raffé 2000).



Chaque enquête nationale d'insertion est le fruit du système d'insertion du pays d'origine et de son concept d'insertion. La comparaison entre les enquêtes de cohortes britanniques (Angleterre / Pays de Galles, Écosse) et l'enquête française ONEVA me permettra d'illustrer ce point. Actuellement les enquêtes britanniques couvrent des promotions scolaires contactées la première année après la fin de la scolarité obligatoire. Elles couvrent intégralement des groupes de jeunes de tous horizons. Elles recueillent des informations sur les institutions d'enseignement et les diplômes mais peu d'informations sur les matières ou les domaines professionnels de formation. Les échantillons de jeunes ne sont guère suivis au-delà de 18-19 ans (bien que l'enquête écossaise propose d'arrêter systématiquement l'enquête à 22-23 ans). Ces enquêtes sont financées par le gouvernement mais conduites par un organisme d'enquêtes indépendant choisi au moyen d'appels d'offres. D'autres organismes effectuent la plus grande partie des analyses. L'enquête française ONEVA couvre les entrants sur le marché du travail et ne comprend pas ceux qui continuent leurs études. Récemment encore, ceux qui relevaient de types de formation et de niveaux différents étaient pris en compte par des enquêtes séparées. Les enquêtes recueillent des informations détaillées sur la formation et suivent régulièrement pendant plusieurs années des échantillons individuels sur le marché du travail. Elles sont conduites par un important organisme public (le CÉREQ) qui analyse aussi les données et collabore sur le long terme avec des centres de recherches.

Ces différences reflètent celles des systèmes nationaux d'insertion et des concepts qui leur servent de références. Au Royaume-Uni, il existe un chevauchement important entre le système d'éducation/formation et le marché du travail et il n'existe pas de distinction formelle entre la formation initiale et la formation continue. Les enquêtes du Royaume-Uni renvoient à un concept de "transitions" portant aussi bien sur les parcours à l'intérieur du système d'éducation/formation que sur les "transitions" dans et à l'intérieur même du marché du travail. D'un point de vue historique, le faible niveau de participation à ces enquêtes a incité les responsables à mettre l'accent sur la scolarisation et sur les parcours scolaires à l'intérieur du système d'enseignement, notamment pour les jeunes connaissant des difficultés scolaires. Les contenus de formation et l'adéquation entre la formation et les débouchés sur le marché du travail ont été davantage laissés aux forces du marché que l'objet de décisions politiques. Par opposition, les enquêtes françaises reflètent une tradition de planification étatique de la formation pour répondre aux besoins du marché du travail. Le concept d'insertion professionnelle implique "un rôle actif joué par l'état pour permettre à l'entrée dans la vie professionnelle d'avoir lieu" (Bynner et Chisholm 1998, p136). Les enquêtes françaises, qui se basent sur les entrants sur le marché de l'emploi, renvoient à un système scolaire et de formation qui présente (au moins historiquement) un

point d'aboutissement bien défini à la formation initiale et une insertion abrupte dans le marché du travail. Le concept d'insertion<sup>2</sup> a des connotations plus larges que le concept britannique de transition et se concentre sur les aspects relatifs à l'entrée sur le marché du travail. La notion d'aboutissement de l'insertion —et l'idée problématique d'insertion réussie— reviennent fréquemment dans les travaux de recherche français tandis que les chercheurs britanniques ont accordé plus d'attention au point de départ de l'insertion.

Bien que les enquêtes nationales sur l'insertion des jeunes comportent des limites pour ce qui est de l'utilisation des sources de données dans des recherches détaillées, elles peuvent néanmoins se révéler utiles dans des analyses comparatives portant sur plusieurs pays et s'inspirant de l'approche interprétative, la troisième qui a été évoquée plus haut.

## L'influence des systèmes d'insertion sociale et professionnelle nationaux sur les processus et les résultats de l'insertion

Dans quelle mesure les recherches du Réseau (et spécialement le projet CATEWE) ont-elles pu surmonter ces contraintes sociales, organisationnelles et méthodologiques et cerner l'influence des systèmes d'insertion nationaux sur les processus et les résultats de l'insertion ?

Lors de l'atelier de 1996, Hannan et al. (1997) ont rédigé une synthèse des rapports du Réseau et d'autres recherches afin de repérer précisément les principales dimensions des différences entre les systèmes d'insertion. Leur synthèse a été effectuée dans le but de participer à la préparation de la publication thématique projetée par l'OCDE, intitulée "*De la formation initiale à la vie active. Faciliter les transitions*" (*Transition from Initial Education to Working Life*, 2000). Ils ont proposé de construire une typologie des systèmes scolaires à partir de trois dimensions :

- la normalisation : les limites dans lesquelles les programmes, les évaluations, l'obtention de diplômes sont normalisés sur une échelle nationale ou régionale ;
- la différenciation : les façons dont les étudiants sont différenciés à l'intérieur du système scolaire, et en particulier le poids des filières d'enseignement des systèmes éducatifs ;
- l'intensité des relations entre le système scolaire et le marché du travail : cette dimension s'étend depuis les systèmes où les employeurs sont ceux

---

2. N.d.T. Raffé utilise ici le terme français. Au long de l'article, l'anglais «transition» a été traduit en Français par insertion.

qui dispensent directement les enseignements ou la formation jusqu'aux systèmes où peu de liens existent entre les écoles et les entreprises, et où les décisions concernant le recrutement ne se fondent pas en premier lieu sur l'éducation et n'envoient donc pas de "signaux de marché" clairs au système éducatif.

Par la suite, le projet CATEWE a ajouté une quatrième dimension (Hannan 1999) : l'envergure des programmes de formation professionnelle offerts en collaboration avec les milieux de travail (système d'apprentissage, alternance école-travail, formation en entreprise, etc.).

Ces dimensions sont corrélées entre elles et avec d'autres dimensions concernant les différences entre les marchés du travail, notamment le poids respectif des marchés de l'emploi externes et des marchés de l'emploi internes (les OLM, Occupational Labour Markets, et les ILM, Internal Labour Markets), thème qui, sous diverses formulations théoriques, a été dominant dans les recherches antérieures. Les différences les plus importantes entre les systèmes d'insertion peuvent donc se résumer sous la forme d'un vaste continuum allant de systèmes normalisés et différenciés où, de façon importante, les employeurs dispensent directement les formations (Allemagne et Suisse) à des systèmes peu différenciés et non normalisés (États-Unis et Canada) où il existe peu de relations formelles entre l'école et le marché du travail, des signaux de marché faibles et seulement un système déréglementé et de petite envergure de formations en entreprise. Hannan et al. (1997) ont posé l'hypothèse que les pays situés à la première extrémité de ce continuum étaient caractérisés par des inégalités de scolarisation plus grandes selon les classes sociales, des inégalités relatives au type de scolarité plus grandes selon les sexes, et une plus forte adéquation entre les contenus de formation et les débouchés professionnels que les pays se situant à l'autre bout du continuum. Dans ces derniers pays, l'obtention d'un emploi était plus fortement déterminée par le niveau d'études et les compétences générales que par les qualifications professionnelles ; les réseaux de recrutement informels jouaient un rôle important et les programmes destinés aux jeunes influençaient l'emploi, davantage en permettant l'accès à des marchés de l'emploi internes qu'en transmettant des compétences professionnelles. D'autres chercheurs sur l'insertion ont classé les pays de façon globalement identique. Par exemple, Muller et Shavit (1998) ont découvert que la stratification, la normalisation et la spécificité professionnelle des systèmes éducatifs occupaient un rôle important —mais en intercorrélation— comme indicateurs des relations entre le système scolaire et l'emploi. Heinz (1999) a opposé deux types de systèmes d'insertion : ceux présentant des formations officielles adaptées aux marchés du travail externes, et ceux avec des systèmes scolaires polyvalents et faiblement reliés au marché de l'emploi. Cependant Hannan et al. (1997)

ont remarqué que les conceptualisations actuelles tendaient à ne pas prendre en compte l'Europe du Sud et de l'Est. Ils ont aussi noté que la plupart des enquêtes empiriques n'arrivaient pas à discerner de façon fiable d'autres formes d'explication au niveau national.

## Études centrées sur l'approche à grande échelle

La synthèse de Hannan et al. (1997) a permis de définir un programme pour les recherches à venir, particulièrement pour le projet CATEWE. Plusieurs études se sont servies des données de l'ELFS sur les perspectives d'emploi chez les plus jeunes sur le marché du travail pour construire des typologies des pays de l'UE et pour repérer les principales dimensions des différences dans les systèmes d'insertion nationaux. La distinction entre les marchés du travail internes et les marchés du travail externe tient lieu de principal point de départ théorique de ces études qui, ordinairement, se servent d'indicateurs issus des théories de la segmentation du marché du travail comme base de classification des pays. Les études repèrent, de façon typique, trois groupes de pays de l'UE : les pays où prédominent les marchés du travail externes tels que l'Autriche, le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas ; les pays où prédominent les marchés du travail internes (France, Irlande, Suède et Royaume-Uni) et un troisième groupe comprenant les pays du sud de l'Europe (Bédoué et Giret 1999, Couppié et Mansuy 2000, Gangl 2000a). La répartition des pays peut être différente : l'Espagne se retrouve parfois avec les pays où prédominent les marchés du travail internes, et Bedoué et Giret font état d'un quatrième groupe comprenant le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni.

Dans une analyse à plusieurs niveaux, une approche parallèle "substitue des variables aux pays" (Ragin et Becker 1992). Van der Velden et Wolbers (2000) constatent que le niveau de chômage chez les jeunes qui ont quitté l'école et le niveau de l'emploi intérimaire sont en lien étroit avec le taux de chômage global, avec l'ampleur de la protection légale de l'emploi du pays et (pour ce qui est du chômage) avec l'absence d'un système dual. Gangl (2000b) démontre que de telles influences peuvent varier en fonction des différentes catégories de jeunes et des différents types de systèmes d'insertion. Par exemple, l'effet cyclique du chômage global sur le chômage des jeunes qui viennent de quitter l'école est plus fort chez les moins qualifiés, et plus faible dans les pays du sud de l'Europe. Ces deux études font le constat que les caractéristiques des systèmes d'insertion qu'elles incluent dans leur approche jouent un rôle plus important lors de l'analyse des risques de chômage que lors de l'analyse des conséquences de l'obtention d'un emploi, du point de vue notamment du statut professionnel ou de l'appartenance à une classe sociale. Une analyse complémentaire (Gangl 2000c) décrit la

manière dont l'influence de la scolarité sur les débouchés du marché de l'emploi varie selon les systèmes d'insertion : par exemple la relation entre le niveau scolaire et l'emploi suit une courbe négative dans la plupart des pays mais présente une courbe en forme de cloche dans les pays du sud de l'Europe. L'analyse suggère aussi qu'en comparaison avec l'enseignement professionnel à temps plein, les systèmes d'apprentissage présentent des résultats moins encourageants dans les pays où prédominent les marchés du travail externes que dans les pays où prédominent les marchés du travail internes, un constat qui remet en question le postulat selon lequel les systèmes d'apprentissage sont associés aux marchés du travail externes. Deux autres rapports du Réseau rendent compte d'une enquête sur le chômage dans six pays d'Europe du nord. Furlong et Cartmel (2000) suggèrent que le niveau des prestations de chômage et l'accessibilité à différents modes de sortie du chômage feront que le chômage conduira ou non à l'exclusion sociale. Et, selon Hammer (2000a), les possibilités d'accès à des études secondaires de même que le niveau du capital humain disponible influencent la reprise des études.

### **Études centrées sur l'approche en profondeur**

La principale limite de cette approche à grande échelle, qui consiste à remplacer les pays par des variables, tient au fait qu'il existe moins de pays que de variables explicatives possibles. Une approche en profondeur compense le petit nombre de pays en procédant à de multiples comparaisons de pays correspondant à des types théoriques opposés. Les comparaisons le plus souvent effectuées opposent les pays où prédominent les marchés du travail externes et ceux où prédominent les marchés du travail internes, sous des conceptualisations diverses. Comparativement au Royaume-Uni (un pays où prédominent les marchés du travail interne), en Allemagne (un pays où prédominent les marchés du travail externes), l'emploi est plus fortement lié à l'éducation, les contenus professionnels sont relativement plus importants que le niveau d'éducation comme prédicteurs des résultats de l'insertion. De plus, les processus d'insertion sont plus longs mais les trajectoires professionnelles sont plus stables et moins variées, et les différences entre les sexes sont plus accentuées (Brauns et al. 1999, Hillmert 1999, Scherer 1999). Un nombre plus réduit d'études a porté sur des comparaisons entre les pays du sud et de l'est de l'Europe, caractérisés par d'autres types de systèmes d'insertion, mais les comparaisons comprenant l'ancienne République démocratique allemande (RDA) montrent qu'il existe de fortes similarités avec l'ex-République fédérale d'Allemagne (RFA) ainsi qu'une convergence sur certains points avec des sociétés moins contrôlées comme le Royaume-Uni (Behrens 1999, Szydlik 2000).

Plusieurs rapports du CATEWE se servent de données d'enquêtes d'insertion pour comparer la France, l'Irlande, l'Écosse, la Suède, (tous pays où prédominent les marchés du travail internes) et les Pays-Bas (un pays où prédominent les marchés du travail externes). Comme il a déjà été indiqué, ces pays représentent un échantillon réduit de systèmes d'insertion, et Grelet et al. (2000) soulignent leurs similarités en repérant cinq modèles d'insertion : l'accès rapide à un emploi permanent, l'accès retardé à l'emploi, l'instabilité, la précarité et l'exclusion. Ces modèles d'insertion sont communs à tous ces pays mais répartis de façon différente. Cependant les systèmes d'insertion des cinq pays diffèrent vraiment sur certains points, en particulier le poids du contrôle du marché du travail, la différenciation scolaire, le rôle de l'enseignement professionnel et l'intensité des liens entre le système scolaire et le marché du travail. Schröder (2000) peut ainsi comparer les programmes destinés aux jeunes dans les systèmes d'insertion qui diffèrent quant à la réglementation et à leurs liens entre le système scolaire et le marché du travail. En France et en Suède, des pays ayant des marchés de l'emploi contrôlés et présentant des liens faibles, les programmes destinés aux jeunes réussissent à couvrir relativement bien le groupe "à risques" et à s'occuper des groupes les plus importants de jeunes. En Irlande et en Écosse, où les marchés de l'emploi sont plus flexibles, les programmes sont plus susceptibles de favoriser le développement de compétences professionnelles que de fournir des occasions d'acquérir de l'expérience.

D'autres comparaisons entre ces cinq pays dégagent la signification de la différenciation scolaire du point de vue des inégalités sociales et des inégalités selon le sexe. Mc Coy (2000) constate qu'il existe une plus faible proportion d'élèves en difficulté scolaire qui quittent l'école dans le système hollandais qui est le plus différencié (et aussi en Suède), mais contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, la vulnérabilité relative des élèves en difficulté scolaire sur le marché de l'emploi n'est pas plus grande qu'ailleurs. Smyth (2000) constate des différences selon le sexe plus faibles quant au niveau et aux résultats scolaires dans le système hollandais qui présente le plus de différenciations dans les filières d'orientation (et aussi en France), mais trouve de plus fortes différences selon le sexe au sein du marché de l'emploi, liées en partie à l'effet de "présélection" de formations professionnelles réservées à un sexe. Elle constate aussi des différences selon le sexe, communes à tous les pays étudiés : plus de femmes ont des diplômes postbaccalauréat ; plus de femmes travaillent à temps partiel ; la répartition des emplois et l'attribution de postes diffèrent fortement entre hommes et femmes ; les femmes entrent dans des professions qui ont des statuts sociaux plus élevés, mais (hormis en Écosse) elles sont moins rémunérées.

D'autres analyses réalisées par le CATEWE ont recours aux cinq enquêtes d'insertion pour mettre en relief les différences nationales portant

sur les institutions et les concepts d'insertion : c'est *l'approche interprétative* dont il a été question plus haut. Hartkamp et Rutjes (2000) montrent de quelles façons les institutions relatives au système d'apprentissage varient d'un pays à l'autre. Aux Pays-Bas et en France, les systèmes d'apprentissage coïncident avec la fin du secondaire, ils sont moins sélectifs et couvrent un nombre de professions plus grand qu'en Écosse et qu'en Irlande (en particulier). L'article de Schroeder, déjà présenté, montre que le rôle et l'organisation des programmes destinés aux jeunes varient selon les pays. Iannelli et Raffe (2000) essaient de repérer deux modèles opposés d'enseignement professionnel scolaire : ceux qui sont gouvernés par une logique d'enseignement, orientés vers les études supérieures, et ceux qui sont gouvernés par une logique d'emploi, orientés vers le marché du travail. Iannelli (2000) montre comment le processus de sélection au sein des écoles secondaires et l'effet des différences entre écoles sur le processus d'insertion varient d'un pays à l'autre. Aux Pays-Bas, les orientations postbaccalauréat varient fortement selon les établissements secondaires, et cette différence est attribuable en grande partie aux caractéristiques des élèves qui composent l'école et aux types de programmes offerts par l'école. Les orientations sont moins diversifiées dans les écoles irlandaises, mais cette variation est associée pour une grande part à la confession religieuse. Les écoles écossaises sont les plus homogènes quant aux orientations des élèves, et c'est le caractère privé ou public de leur statut qui les différencie le plus.

## Conclusion

Les recherches présentées ci-dessus sont toujours en cours. Elles sont soumises à des contraintes liées à des facteurs sociaux et organisationnels de même qu'aux limites inhérentes aux données, dont il a été question précédemment. Plusieurs des différences apparaissant entre les pays peuvent découler des faiblesses méthodologiques et plus particulièrement des données qui ne sont pas comparables. Leurs résultats sont peut-être plus fiables lorsqu'ils font ressortir des similitudes entre pays comme c'est le cas des conclusions de Smyth sur les différences selon le sexe.

Compte tenu de ces réserves, quelles conclusions provisoires pouvons-nous tirer aujourd'hui de ces travaux ? Ils confirment que la distinction entre les marchés du travail externes et les marchés du travail internes de même que l'intensité des rapports entre le monde de l'emploi et le système scolaire sont des facteurs de différenciation importants des systèmes d'insertion : ils ont une influence sur les processus d'insertion et leurs résultats. Les pays du sud de l'Europe se distinguent des autres du point de vue des systèmes. De même, la flexibilité du marché du travail ou sa réglementation constituent

une dimension particulièrement pertinente dans l'analyse des différences entre les pays où prédominent les marchés du travail internes. Des convergences entre les systèmes sont apparues quant à leur implication dans le système scolaire (Muller & Wolbers 1999). Certains aspects des systèmes d'insertion ont plus de répercussions sur le niveau et la répartition des risques de chômage que sur le niveau et la répartition des résultats relatifs à l'emploi, comme le statut professionnel.

Cependant des travaux supplémentaires sont nécessaires pour comprendre comment les dimensions éducatives des systèmes d'insertion (normalisation, différenciations, liens entre éducation et marché du travail, apports sur le monde du travail) sont liées à des dimensions du marché du travail telles que la flexibilité et la distinction entre marchés du travail externes et marchés du travail internes. Enfin, les recherches ont recouru à une approche plus interprétative pour déceler des différences relatives aux institutions et aux concepts d'insertion, même dans des pays présentant des systèmes d'insertion apparemment similaires. Les typologies et les dimensions des systèmes d'insertion ne fournissent pas d'explications de la plupart des différences entre les pays (*De la formation initiale à la vie active : faciliter les transitions*, 2000). Il est peut-être trop tôt pour dire jusqu'à quel point ce constat reflète les limites des théories actuelles et des données pour les vérifier, et jusqu'à quel point il reflète l'impossibilité de réduire un champ complexe à un nombre limité de catégories et de dimensions. Mais si nous sommes loin de comprendre totalement les différences de systèmes d'insertion entre plusieurs pays, les chercheurs devraient peut-être consacrer plus de temps à comprendre et à expliquer leurs similitudes. Il ne s'agit pas d'une stratégie analytique plus facile (Kohn 1987) mais d'un complément indispensable à l'étude des différences.

---

## Bibliographie

- BÉDUWÉ C. & GIRET J. 1999 Analyse comparative des modes d'intégration des jeunes aux marchés du travail européens, in Raffé D., Van Der Velder R. & Werquin P. (eds) *Education, the Labour Market and Transitions in Youth: Cross-National Perspective* Edimbourg, Center for Educational Sociology, University of Edimbourg, p15-38
- BEHRENS M. 1999 A historic voyage: making a career in the new Länder of Germany: a comparison with England, in Raffé D., Van Der Velder R. & Werquin P. (eds) *Education, the Labour Market and Transitions in Youth: Cross-National Perspective* Edimbourg, Center for Educational Sociology, University of Edimbourg, p103-112
- BRAUNS H., GANGL M. & SCHERER S. 1999 Education and unemployment: patterns of labour market entry in France, the United Kingdom and Germany, in Raffé D., Van Der Velder R. & Werquin P. (ed) *Education, the Labour Market and Transitions in Youth:*



- Cross-National Perspective* Edimbourg, Center for Educational Sociology, University of Edimbourg, p287-312
- BYNNER J. & CHISHOLM L. 1988 "Comparative youth transition research: methods, meanings and research relations", *European Sociological Review*, 14, 2, p131-150
- COUPPIÉ T. & MANSUY M. 2000 New entrants on European labour markets, in Muller W. (ed.) *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe —Based on the European Community Labour Force Survey*, Mannheim, Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung, p57-96
- De la formation initiale à la vie active : faciliter les transitions*, 2000, Paris, OCDE
- FURLONG A. & CARTMEL F. 2000 Does long-term youth unemployment lead to social and economic exclusion?, in Hammer T. (ed.) *Transitions and Mobility in the Youth Labour Market* Oslo, NOVA, p35-55
- GANGL M. 2000a European perspectives on labour market entry, in Muller W. (ed) *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe —Based on the European Community Labour Force Survey*, Mannheim, Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung, p129-164
- GANGL M. 2000b *Changing labour markets and early career outcomes*, rapports du CATEWE, Mannheim, Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung
- GANGL M. 2000c *Education and labour entry across Europe*, rapports du CATEWE, Mannheim, Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung
- GRELET Y., MANSUY M. & THOMAS G. 2000 Transition from school to work and early labour force history, in Hannan D. (ed) *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe —Based on National School Leavers Surveys*, Dublin, Economic and Social Research Institute, p11-36
- HAMMER T. 2000a "Return to education among unemployed youth", in Hammer T. (ed) *Transitions and Mobility in the youth Labour Market* Oslo, NOVA, p55-70
- HAMMER T. (ed) 2000b *Transitions and Mobility in the youth Labour Market*, Oslo, NOVA
- HANNAN D. (ed) 1999, *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe*, vol. 1, *A Conceptual Framework*, Dublin, ESRI
- HANNAN D. (ed), 2000, *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe —Based on National School Leavers Surveys*, Dublin, Economic and Social Research Institute
- HANNAN D., RAFFE D. & SMYTH E. 1997 Cross-national research on school to work transitions: an analytical framework, in Werquin P., Breen R. & Planas J. (dir) *Insertion des jeunes en Europe : théories et résultats*, Document n°120, Marseille, CEREQ, p409-442
- HARTKAMP J. & RUSTJES H. 2000 *A Route to Skills*, Rapport pour l'atelier du TIY, Anvers, septembre
- HEINZ W. (ed) 1999 *From Education to Work : Cross-National Perspectives*, Cambridge University Press
- HILLMERT S. 1999 The "complex" event of transition into the labour market, in Raffe D., Van Der Velder R. & Werquin P. (ed) *Education, the Labour Market and Transitions in Youth: Cross-National Perspective* Edimbourg, Center for Educational Sociology, University of Edimbourg, p313-331
- IANNELLI C. 2000 "School effect on youth transitions in Ireland, Scotland and the Netherlands", *Rapport pour l'atelier du TIY*, Anvers, septembre

- IANNELLI C. & RAFFE D. 2000 Vocational upper secondary education and the transition from school, in Hannan D. (ed) *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe —Based on National School Leavers Surveys* Dublin, Economic and Social Research Institute, p37-83
- KOHN M. 1987 “Cross-national research as an analytic strategy”, *American Sociological Review*, 52, p713-731
- MAINGUET C. 1999 *La transition du système éducatif vers la vie active : exploitation des données statistiques nationales*, dossier 60002, CEDEFOP, Thessalonique
- Mc COY S. 2000 “Relative labour market disadvantage among the least qualified in Ireland, Scotland, the Netherlands and Sweden”, in Hannan D. (ed) *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe —Based on National School Leavers Surveys* Dublin, Economic and Social Research Institute, p149-180
- MULLER W. (ed) 2000 *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe —Based on the European Community Labour Force Survey*, Mannheim, Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung
- MULLER W. & SHAVIT Y. 1998 The institutional embeddedness of the stratification process, in Shavit Y. et Muller W. (eds) *From School to Work*, Oxford, Clarendon, p1-48
- MULLER W. & WOLBERS M. 1999 Educational attainment of young people in the European Union, in Muller W. (ed) *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe —Based on the European Community Labour Force Survey* Mannheim, Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung, p19-56
- POTTIER F. 1993 *Bilan et synthèse des méthodologies d'enquêtes relatives à l'insertion des jeunes sur le marché du travail en Europe*, CÉREQ, Marseille
- RAFFE D. 2000 *Strategies for collecting cross-national data on education-to-work transitions*, Rapport pour la réunion de travail de l'atelier T.I.Y., Anvers, septembre
- RAFFE D., VAN DER VELDEN R. & WERQUIN P. (eds) 1999 *Education, the Labour Market and Transitions in Youth: Cross-National Perspective*, Edimbourg, Center for Educational Sociology, University of Edimbourg
- RAGIN C. & BECKER H. 1992 *What is a case?*, Cambridge University Press
- ROSE J. 1994 Rapport de synthèse, *Training and the labour market / Using data for decision making*, CEDEFOP, Thessalonique.
- SCHERER S. 1999 Early career patterns — A comparison of the United Kingdom and Germany, in Raffé D., Van Der Velder R. & Werquin P. (ed) *Education, the Labour Market and Transitions in Youth: Cross-National Perspective* Edimbourg, Center for Educational Sociology, University of Edimbourg, p333-355
- SCHRÖEDER L. 2000 The role of youth programmes in the transition from school to work, in Hannan D. (ed) *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe —Based on National School Leavers Surveys* Dublin, Economic and Social Research Institute, p118-148
- SMYTH E. 2000 “Gender differentiation in education and transition outcomes”, in Hannan D. (ed) *A Comparative Analysis of Transitions from Education to Work in Europe Based on National School Leavers Surveys* Dublin, Economic and Social Research Institute, p181-211
- SZYDLIK M. 2000 “Vocational education and youth labour markets in deregulated, flexibility co-ordinated and planned societies”, in Hammer T. (ed) *Transitions and Mobility in the youth Labour Market* Oslo, NOVA, pp365-390

- The Determinants of Transitions in Youth*, 1994, Thessalonique, CEDEFOP
- Transitions in Youth : Combating Exclusion*, 1998, Dublin, Economic and social reserach institute and combat poverty agency
- VAN DER VELDEN R. & WOLBERS M. 2000 "The integration of young people into the labour market within the European Union" Rapport de travail du CATEWE, R.O.A., Maastricht
- WERQUIN P., BREEN R., PLANAS J. (eds), 1997 *Insertion des Jeunes en Europe : Théories et résultats*, Document n120, CEREQ, Marseille
- Working Papers* (Rapports de recherche individuels pour les ateliers de 1994 et 1995), 1994, 1995, Strasbourg, European science foundation